



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à l'élaboration du zonage d'assainissement
des eaux pluviales
de la commune de Chalon (38)**

Décision n° 2017-ARA-DUPP-00326

DÉCISION du 12 avril 2017
après examen au cas par cas
en application de l'article R122-18 du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 (3° et 4°) du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-00326, déposée par Mme le Maire de la commune de Chalon le 21 février 2017, relative au projet d'élaboration du plan de zonage des eaux pluviales sur la commune de Chalon (38) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 24 février 2017 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires en date du 24 février 2017 ;

Considérant que le projet d'élaboration du plan de zonage des eaux pluviales a pour objectif d'être en cohérence avec les orientations du futur PLU, dispensé d'évaluation environnementale par décision du 31/08/2016, qui repose en particulier sur une faible extension urbaine, envisagée uniquement dans le bourg de la commune et une hypothèse de population à horizon 2028 estimée à +28 habitants ;

Considérant que les orientations portées par l'élaboration du plan de zonage reposent sur le développement d'un zonage différencié, adapté à la bonne prise en compte des enjeux :

- des zones urbanisées où la rétention/infiltration des eaux pluviales doit être gérée à l'échelle de la parcelle ou de la zone concernée, par infiltration de préférence ou par rejet à débit limité par défaut;
- des zones réservées à l'implantation d'ouvrages de stockage des eaux pluviales (bassins de rétention notamment);
- des zones soumises à un risque de glissement de terrain (rétention nécessaire à l'aide d'un dispositif étanche et infiltration a priori non envisageable) où l'infiltration des eaux est proscrite (source : carte des aléas) ;

Considérant l'absence vraisemblable de risque significatif d'effet négatif sur l'environnement de la mise en œuvre du projet de zonage d'assainissement présenté, notamment en ce qui concerne les zones humides

répertoriées sur la commune et la trame verte et bleue « L'étangs de la zone humides les Grandes terres » ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet d'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Chalon n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale.

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet d'élaboration du **zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Chalon**, objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00326, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations, procédures, dispositions législatives et réglementaires et avis auxquels cette procédure peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R122-18 du code de l'environnement, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes,
par délégation,



Pascale Humbert

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1